

CE MONDE QUI BOUGE

Syrie, Qatar et la
duplicité de Paris

Par Hassane Zerrouky

Avec le soutien des Etats-Unis et de leurs alliés occidentaux, la France en particulier, le Qatar s'est mis en tête de stabiliser les pays arabes à régime républicain – les monarchies n'étant pas concernées – en soutenant activement les partis islamiques. Son argument mas-



que, relayé par Al Jazeera, est que ces pays à régime républicain autoritaire doivent entreprendre des réformes politiques que le Qatar, pays sans Constitution, ni opposition, ni pluralisme politique, serait bien avisé d'engager d'abord chez lui, ne serait-ce que pour donner l'exemple !

En Libye, les Qataris ont fourni de l'argent et des armes aux « rebelles ». L'ex-djihadiste et membre du GICL (Groupe islamique combattant en Libye), Abdelhakim Belhadj, et ses hommes ont d'abord bénéficié d'un entraînement militaire de deux mois au Qatar, assuré par des militaires américains, avant leur retour en Libye où grâce à Al Jazeera, on a fait croire aux Libyens que Belhadj avait libéré Tripoli. Contesté aujourd'hui par les groupes armés de Misrata, Abdelhakim Belhadj ne sort plus de Tripoli. En Tunisie, où les Qtaris ont renfloué à coups de millions de dollars les caisses d'Ennahda, on a vu l'émir du Qatar venir adouber les nouvelles autorités tunisiennes comme s'il était l'artisan de la chute de Ben Ali. Mais concernant la Syrie, les choses ne se passent pas telles que prévues par Washington et son allié régional qatari. Ce dernier, qui a pris la tête du front anti-Assad au sein de la Ligue arabe en alliance avec les autres monarchies du Golfe, voit son rêve de faire chuter le régime de Bachar s'éloigner du fait du veto russe et chinois au Conseil de sécurité de l'ONU. En fait, la Russie n'a pas encore digéré que le vote de l'ONU pour instituer une zone d'exclusion aérienne en Libye ait servi de prétexte à une intervention militaire de l'Otan avec pour résultat un pays où, en lieu et place de la démocratie promise, ce sont les « bandes armées » qui font aujourd'hui régner la loi à coups de kalachnikovs ! Outre ses intérêts stratégiques, c'est la crainte d'un scénario à la libyenne qui a poussé Moscou à mettre son veto à une condamnation du régime syrien.

Il n'empêche, comme dans le cas libyen, le Qatar est tenté par une aide militaire directe aux insurgés syriens. Et ce, par le biais du « Groupe des amis du peuple syrien » dont l'initiateur – c'est lui qui en a émis l'idée – n'est autre que Nicolas Sarkozy. Ce dernier, dont l'impopularité en France a atteint son summum, est à la recherche de la moindre occasion pour rebondir dans les sondages afin de se faire réélire en avril prochain. Une petite guerre ferait peut-être l'affaire. Après la Côte d'Ivoire et la Libye, pourquoi pas la Syrie ! En outre, M. Sarkozy n'avait-il pas lors de son séjour à Benghazi susurré au président du CNT libyen Mustapha Abdeljalil « dans un an l'Algérie, dans trois l'Iran » ?

Et que dire du silence du même Nicolas Sarkozy concernant son ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, dont les derniers propos frisent le racisme ordinaire. Ainsi en est-il de sa dernière sortie où il a affirmé sans crainte du ridicule que « toutes les civilisations, toutes les pratiques, toutes les cultures, au regard de nos principes républicains, ne se valent pas ». Alain Juppé, le chef de la diplomatie française, qui a tenté de rattraper la bévue de son collègue du gouvernement, a expliqué que le mot « civilisation » était « inadéquat » et que Guéant avait « voulu dire que toutes les idées, tous les systèmes ne se valent pas » ! Les concernés, à commencer par leurs alliés, les monarchies du Golfe, sur lesquelles Paris s'appuie pour renverser Bachar al-Assad, apprécieront.

Quoi qu'il en soit, on est en présence d'une seule et même stratégie : faire dans l'amalgame immigration-islamisme pour caresser dans le sens du poil l'électorat raciste afin de se maintenir au pouvoir ; ce qui n'est pas contradictoire avec le fait de jouer la carte de l'islam politique dans le monde arabe dans la mesure où les islamistes garantiront les intérêts impérialistes dans cette partie du monde. Et ce, quitte à s'asseoir sur les « valeurs » dont se réclame M. Juppé comme on l'a vu dans le cas libyen où la première mesure du nouveau pouvoir a eu pour conséquence la régression au plan du statut des femmes : retour à la polygamie et à l'autorisation de la répudiation au nom de la Charia !

H. Z.

MÉTRO CHARONNE, L'HORREUR DU SYSTÈME
COLONIAL REMÉMORÉEInlassablement, partis de gauche,
syndicats et simples citoyens se battent
pour que le pouvoir français reconnaisse
enfin ses crimes coloniaux

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

En ces temps d'amnésie et de déni, de civilisations selon certains plus présentes que d'autres, il est important de rappeler ce qu'a été le système colonial et les massacres que ses tenants, ces hommes partis « civiliser les barbares », ont perpétrés dans les pays colonisés mais aussi en France, à l'encontre de ceux qui dénonçaient ce système. C'est pour rappeler ces horreurs qu'hier des personnalités de gauche (PC et PS), des syndicats (CGT) et le Comité Vérité et Justice pour Charonne se sont retrouvés précisément devant la station du métro Charonne (Paris) pour honorer la mémoire des victimes et surtout exiger la reconnaissance par l'Etat français des crimes commis tant le 17 Octobre 1961 qu'à Charonne le 8 février 1962.

Charonne, n'oublions jamais ! C'est sous cet inti-

tulé que l'appel au rassemblement a été lancé et que la manifestation devait démarrer en présence de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, Bertrand Delanoë, maire de Paris, et Daniel Renard, président du Comité Vérité et Justice pour Charonne.

Que s'est-il passé à Charonne le 8 février 1962 ? Trois mois auparavant, l'OAS qui sévissait sur le seul territoire algérien, sous domination française, étend ses tentacules sur l'Hexagone en commençant sa valse d'attentats.

Ainsi, le 7 février 1962, 10 attentats sont commis. Plusieurs partis, syndicats et organisations (PCF, PSU, CGT, Unef, SGEN, Jeunesses communistes, Jeunesses socialistes unifiées, Jeunesse ouvrière chrétienne et Mouvement



Photo : DF

de la paix) ont appelé à une manifestation pacifique pour dénoncer ces attentats commis avec la complicité du gouvernement et demander la fin de la guerre d'Algérie. Une violence inouïe s'est abattue sur les manifestants.

Neuf syndicalistes parmi les manifestants furent assassinés et de nombreux autres manifestants gravement blessés par les forces de police chapeautées par le préfet Papon et dirigées plus en haut par Roger Frey, ministre de l'Intérieur. Quelques jours plus tard, le

13 février, lors de l'enterrement des victimes, un million de Parisiens se sont rendus aux obsèques, marchant de la place de la République au cimetière du Père Lachaise, protestant contre ces massacres et exigeant le droit à l'indépendance du peuple algérien.

Notons enfin qu'au-delà de la commémoration de ces événements à Paris, d'autres villes de France, dont notamment Toulouse et Nantes, commémoraient hier ce triste souvenir.

K. B.-A.

COUR D'APPEL DE ANNABA

Une audience houleuse

La salle d'audience de la cour d'appel de Annaba a vécu, mardi, en fin de matinée, une situation pour le moins peu ordinaire.

Des cris, des menaces et des larmes ont caractérisé cette audience. Et pour cause, on juge en appel celui accusé par les parents d'être « le passeur à l'origine de la mort de trois de nos enfants et de la disparition de 14 autres ». Ce dernier a déjà été condamné en première instance à cinq ans de prison.

Devant le climat de tension extrême qui caractérisait cette audience et pour calmer les esprits des parents des 17 harraga dont 14 n'ont plus donné signe de vie depuis leur embarcation au mois d'août écoulé, la présidente a décidé de faire évacuer momentanément la salle. Elle l'avait fait dans le but d'éviter l'irréparable, et préserver éventuellement le passeur présumé qui a été évacué de la salle et l'audience suspendue.

Les parents des harraga disparus ou décédés ont été invités, pour leur part, à quitter la salle illico presto pour permettre la poursuite des audiences.

Ce qui fut fait par le service d'ordre.

Pour rappel, les 17 jeunes ont embarqué dans la nuit du 16 août 2011 d'une plage de la Marsa, wilaya de Skikda, dans une barque de quatre mètres. Celle-ci a été découverte échouée et dans un état dégradé, sur une plage de la wilaya de Béjaïa quelque temps après. Deux corps en décomposition avancée s'y trouvaient. Un troisième corps est toujours gardé au niveau de la morgue de l'hôpital de Jijel dans l'at-

tente de son identification par le procédé d'ADN, selon les parents qui ne s'expliquent pas tout ce temps pour son identification. L'un d'eux affirme sur la base des effets vestimentaires portés, que le troisième corps retrouvé est bel et bien celui de son fils. Il y avait également dans cette barque les effets personnels, dont quelques portables, des 17 jeunes tous originaires d'El Bouni, dans la wilaya de Annaba.

Les parents nous ont montré les convocations de la justice dont un seul au titre de représentant de la partie civile dans cette

affaire alors que les autres sont convoqués en tant que témoins. Selon leurs dires, le mis en cause serait un récidiviste.

« Nous avons été outrés par les déclarations de l'accusé, assimilant nos enfants à de la marchandise à livrer. C'est pourquoi nous avons protesté mais sans avoir à l'esprit aucune vengeance ou quoi que ce soit de mal. Nous voulons seulement que justice soit rendue », nous a déclaré le père de deux harraga disparus dans cette tragédie et dont le deuil, selon lui, n'a pas encore été fait à ce jour.

A. Bouacha

AÏN DEFLA

Deux policiers blessés lors
d'une arrestation à El Abadia

Mardi dernier, des policiers ont été pris à partie par des individus, dont l'un est frappé d'un mandat d'arrêt car impliqué dans plusieurs affaires, et un autre est invité à comparaître pour outrage à corps constitué.

Selon une source policière, les compagnons de l'individu qui devait être arrêté ont alors agressé et blessé les deux poli-

ciers, les empêchant d'accomplir leur mission. Les deux individus ont quand même été arrêtés, a indiqué la même source et présentés au parquet.

Après avoir été entendus par le procureur de la République, l'un a été placé en détention provisoire tandis que l'autre a été placé sous contrôle judiciaire.

Karim O.